L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 24 JANVIER 1889.

PETITES ANNONCES.

PERDU—Le Livre No 33 "Eureka Homestead Association" pour 5 actions, séries "C". Le public est prévenu de ne pas acheter ou négocier le dit livre, car j'ai fait application pour en émettre le duplicata du Certificat et Pass Book.
MRS MORRIS McGRAW,
4 20 rue Prytania.
24janv—24 27—1er fév.

DEMANDES D'EMPLOI.

UN couple désire se placer comme domestiques, la femme comme femme de chambre et cuisinière, et le mari comme jardinier. S'adresser à M. Paul Bordenave, 143 Bourbon.
24 janv—24,27

A LOUER.

A LOUER—Ecurie encoignure Broad et Onzaga, place pour 37 têtes d'animaux, avec maison de résidence attenante à la vacherie. S'adresser sur les lieux.
16 déc—10f—jeu et dim

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Smith Bros & Co., vs Henry Heuchert.

QUATRIÈME COUR DE CITÉ de la Nlle. No 10 2626.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable R. H. Marr Jr. juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, intitulée et numérotée, le procédural à la vente à l'encan, devant la Maison de Cour, rue Magazine No 1036, au second étage, le vendredi 25 janvier 1889, à quatre heures, le VENDREDI, 25 janvier 1889, à 11 heures a. m.
Conditions—Comptant sur les lieux.
M. F. MICHEL,
11 jan—3f en 10 j Constable.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Philip Krommenga.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No. 25,828—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
23 jan—23,27—1er fév Greffier.

Succession de François Vallette.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25,984—Division A—Attendu que Frank Vallette a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu François Vallette, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux qui pourront avoir des raisons à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
22janv—22 27 31

Succession de Charles Gallatin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans — No 25.930 — Division B — Attendu que Mme Felonise Gallatin a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Gallatin, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qui pourront avoir des raisons à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
19 jan—19 23 28 Greffier.

Succession d'Adolphe Emile Scheidecker.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No. 25,956.—Division E.—Attendu que Theodile Tuouilli, veuve d'Adolphe Emile Scheidecker, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu Adolphe Emile Scheidecker, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qui cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
18janv—18 23 27 Greffier.

Succession de M. et Mme Charles Petpembring.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 24,517—Division A. —Avis est par la présent donné aux créanciers intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Arthur M. Adolph, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
17janv—17, 22, 26 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—John L. Cahill vs. ses créanciers.—No 25,967—Division C — Ordre de Cour — Que la cession des biens du pétitionnaire, John L. Cahill, soit et est par la présente homologuée par la cour au bénéfice des créanciers et il est ordonné que une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph Duvigneaud, notaire, à son bureau, No 77 rue Bourbon, en cette ville, le VENDREDI, 25 janvier 1889, à 11 heures a. m., afin de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toute procédures judiciaires contre la personne et les propriétés du pétitionnaire soient suspendues, et que M. L. Edwards, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.
Nouvelle-Orléans, 19 janvier 1889.
[Signé] F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme,
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
24 janv—3f au 25 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—F. F. Fernandez de Trava vs. ses créanciers—No 25,980—Division D—Ordre de Cour—Les conclusions de la pétitionnaire, Francia Fernandez de Trava, soit et est par le présent accordée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph Duvigneaud, notaire, à son bureau, No 77 rue Bourbon, en cette ville, le VENDREDI, 25 janvier 1889, à 11 heures a. m., afin de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises et que dans l'intervalle toute procédures judiciaires contre la personne et les propriétés du pétitionnaire soient suspendues, et que Joseph Lombard, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.
Nouvelle-Orléans, 21 janvier 1889.
[Signé] N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme,
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
24 janv—3f au 4 fév

Veuve P. Pavia vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 17,426—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Arthur M. Adolph, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
15janv—15 20 24

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Mardi, le 4me jour de décembre 1888.—Présent, l'Honorable Alfred Roman, Juge.—No 25,391.—Sur motion de W. Handlin, avocat de la plaignante, et sur production de preuves, l'ordinaire ordonne ce qui suit, savoir :

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré contre le défendant, le 27 novembre 1886, soit maintenu, confirmé et fait final, et que conformément il y ait jugement en faveur de la plaignante, Mme Ella L. Hoyle, à titre de défendeur, William L. Hoyle, son mari, décrétant une dissolution de la communauté existant entre eux et séparation de propriété, et tous les frais à la charge du défendant.
(Signé) A. LESSEPS,
29déc—29 jan 15 fév 15 Député Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, — COUR CIVile de District pour la Paroisse d'Orléans—Joseph Cristina vs. ses créanciers—No 25,891—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Joseph (Giuseppe) Cristina soit et est par la présente homologuée par la Cour au bénéfice de ses créanciers ; et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Ferdinand Jahncke, notaire, le 14ème jour de février 1889, à 11 heures a. m., dans le but de délibérer sur la position, concernant cette affaire, faite par l'insolvable pour l'acceptation de la cession de ses biens, pour nommer un syndic et le libérer de ses devoirs, et voter sur toutes affaires qui pourraient être présentées devant eux ; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que W. O. Hart, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.
Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1889.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme,
JAS. D. RANKIN, Député greffier.
12 jan—3f au 14 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Wm. A. Kernaghan vs. ses créanciers—No 25,918—Division E—Ordre de Cour—Que la cession des propriétés du pétitionnaire William A. Kernaghan soit et est accepte par la Cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph Duvigneaud, notaire, à son bureau, No 77 rue Bourbon, en cette ville, le VENDREDI, 25 janvier 1889, à 11 heures a. m., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les propriétés du pétitionnaire soient suspendues, et que Joseph Lombard, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.
Nouvelle-Orléans, 21 janvier 1889.
[Signé] N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme,
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
24 janv—3f au 4 fév

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 17,426—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Arthur M. Adolph, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
15janv—15 20 24

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et rendue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires qui ont lieu semi-actuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples qui ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Commissaires.

Grand Tirage Mensuel,

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 FEVRIER 1889

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars chacun; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
500 Lots de	200,	100,000
300 Lots de	100,	30,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de	$300, soit	$30,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$300,	30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

3,134 Lots se montant à.....$1,054,800

NOTE.—Les billets gagnant de gros lots n'ont pas droit à d'autres lots si leurs deux demaciers chiffrent tous les mêmes que ceux des billets gagnant le gros lot.

☞ Pour les prix à payer par les Clubs, on pourra tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la dernière copie de la Poste en enverra un service rapide de la Poste en enveloppe portant l'adresse en plein.

Remise par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Attesté vos billets enregistrés à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

N'oubliez pas que le Prix de la plus petite fraction d'un billet entier est le même que celui d'une fraction d'un billet dans chaque tirage. Tout billet émet en notre nom est garanti par notre entier et contractuel en cette valeur.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président de cette institution dont les droits inscrits aux plus élevés. Méfiez-vous donc des contrefaçons et des imitations.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et rendue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires qui ont lieu semi-actuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples qui ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Commissaires.

Grand Tirage Mensuel,

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 FEVRIER 1889

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars chacun; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
500 Lots de	200,	100,000
300 Lots de	100,	30,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de	$300, soit	$30,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$300,	30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

3,134 Lots se montant à.....$1,054,800

NOTE.—Les billets gagnant de gros lots n'ont pas droit à d'autres lots si leurs deux demaciers chiffrent tous les mêmes que ceux des billets gagnant le gros lot.

☞ Pour les prix à payer par les Clubs, on pourra tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la dernière copie de la Poste en enverra un service rapide de la Poste en enveloppe portant l'adresse en plein.

Remise par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Attesté vos billets enregistrés à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

N'oubliez pas que le Prix de la plus petite fraction d'un billet entier est le même que celui d'une fraction d'un billet dans chaque tirage. Tout billet émet en notre nom est garanti par notre entier et contractuel en cette valeur.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président de cette institution dont les droits inscrits aux plus élevés. Méfiez-vous donc des contrefaçons et des imitations.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente, par le Shérif Civil, d'une Propriété de valeur améliorée, et de machines de prix, etc. Dans l'affaire de :

Simon Hernsheim vs. Atlas Steam Corduge Company.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,639.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles entre la rue Gravier et la Place Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 23 février 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1° Trois certains lots de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et dans les droits, circonstances, privilèges et dépendances qui y appartiennent en quelque sorte, situés dans le Premier District de cette ville, lesdits lots bornés par les rues Peters (anciennement New Leves) Fulton Lafayette et Girod, et désignés comme lots numéros trois, cinq et quinze, sur un plan dressé par Hugh Grant, voyer, et déposé en l'étude de H. E. Canas, ancien notaire en cette ville. Lesquels dits lots se tiennent et mesurent comme suit, à savoir : le lot treize mesure vingt-quatre pieds deux pouces et sept lignes de face à la rue Peters (anciennement New Leves), vingt-quatre pieds trois pouces et trois lignes de face à la rue Fulton sur une profondeur de cent dix-neuf pieds sept pouces et deux lignes sur la ligne qui le sépare du lot numéro quatorze, et cent dix-neuf pieds neuf pouces et deux lignes de profondeur sur la ligne qui le divise du lot numéro quinze adjacent, ou en mesure ainsi plus ou moins ; le lot numéro quatorze mesure vingt quatre pieds trois pouces et trois lignes de face à la rue Fulton, vingt quatre pieds deux pouces et sept lignes de face à la rue Peters (anciennement New Leves) sur une profondeur et façade de cent vingt pieds un pouce et deux lignes sur la rue Girod et cent dix-neuf pieds onze pouces et deux lignes de profondeur le long de la ligne qui le divise du lot numéro quatorze, formant l'encoignure des rues Girod et Peters et aussi l'encoignure Girod et Fulton.

2° Aussi les machines, bouilloires, arbres de couche, poulies et tout ce qui s'applique à la dite machine, installations, appareils, outils et marchandises, meubles et autres propriétés et effets mobiliers, etc., etc., que peut contenir le dit immeuble et qui en sont reputés aux titre de fendeurs ; le tout conformément à un inventaire déposé en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
23jan—23 30 —fév 6 13 20 23

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente du contenu, installations,, etc. de deux salons de soda ; aussi un cheval et wagon.

Hugh McCloskey vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,985—En vertu d'un ordre de vente daté du 22 janvier 1889 à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 28 janvier 1889, aux heures ci-dessous désignées, de la propriété ci après décrite, à savoir :

1° Le contenu, installations, etc., de deux salons de soda situés au coin des rues Bienville et Carondelet, ainsi que le contenu de la cuisine, consistant en fourneaux, ustensiles, vaisselle, verrerie, etc., etc.

2° Un cheval et wagon.

Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
23 janv—23 26 30—4 fév

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Shérif et Syndic,

D'une Plantation de valeur dans la Paroisse Terrebonne, connue comme la plantation Kriger.

Comprenant la résidence, cui-ine et dépendances, sucrerie, cabanes, machines, installations, mulets, bêtes à cornes, wagons, charrettes, charrues et tous les ustensiles de la ferme, etc.

A 12 mois de crédit.

Dans l'affaire de H. Groebel & Co. vs. leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,625—En vertu d'un ordre de vente en date du 4 janvier 1889, à moi adressé dans l'affaire ci-dessus, intitulée Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans et adressé à Charles W. Drown, Shérif Civil de la dite Paroisse d'Orléans, à Olivier Marionneaux, syndic des créanciers de Henry Groebel & Co et de Henry Groebel et de Olivier Marionneaux ordonnant la vente de la propriété ci après décrite, et dont les conditions ci-après mentionnées qui seront faites par le dit Charles W. Drown, Shérif Civil, et Olivier Marionneaux, syndic, etc., soigneusement observées, etc.

Conformément au dit ordre, la propriété ci après décrite sera offerte en vente à l'enchère publique aux conditions ci-après mentionnées, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le LUNDI, 28 janvier 1889, à midi, à savoir—

Le tout d'un certain morceau de terre, ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges et dépendances en quelque sorte que ce soit y appartenant ou devant raisonnablement en être réputés comme faisant partie, situé dans la Paroisse de Terrebonne, bornant d'un côté à la terre ci-devant appartenant à Mme Elizabeth Kriger, et d'autre côté à la terre ci-devant appartenant à Mme Veuve Kriger, ou à ses représentants légaux, ou ayants droit, ou environ, et ainsi que le tout se trouve et comporte, sans garantie de contenance, plus ou moins, ainsi que le tout a été acquis par la dite Mme Elizabeth Kriger, suivant acte passé devant Me Alfred Duplantier, notaire, le 15 février 1883, et enregistré dans les archives de la Paroisse de Terrebonne, sous le No 10,000.

Ensemble avec tous les bâtiments, constructions, machines, chaudières, moteurs, appareils, outils, ustensiles, mulets, bêtes à cornes, wagons, charrettes, charrues et tous les autres objets mobiliers et immeubles, appartenant à la dite succession et servant à l'exploitation de la dite sucrerie, et généralement tout ce qui dépend de la dite plantation Evergreen, située dans la paroisse susdite, en cet endroit appelé Bayou Terrebonne, à peu près six milles du Bayou Lafourche, mesurant vingt arpents de front sur le côté ouest du dit Bayou et trente arpents de profondeur sur les deux rives du Bayou Terrebonne, étant borné sur la partie supérieure par la terre anciennement appartenant au feu Jean Baptiste Barrera (à présent ou naguère par les terres anciennement appartenant à John C. Potts, excepté cette partie qui a été acquise par Mme Anais Fortier, de Mme Mary Jane Ellis et mesurant un acre de face sur la rivière, fondeur de dix arpents. Laquelle propriété a été acquise par Hugh Grant et Olivier Marionneaux par achat à l'enchère publique faite par le marshal des Etats-Unis du District Est de la Louisiane, le 1er avril 1882, en vertu d'un writ de saisie et vente à lui adressé par la Cour Civile Court du Circuit des Etats-Unis du Circuit Civil du District Est de la Louisiane, comme affaire de Joseph J. Marion vs. Thomas E. Ils, No 9,385 du dossier de la dite cour, conformément à l'acte qui en a été accordé par le dit marshal, en date du 5 juillet 1882, enregistré au bureau du greffier de la paroisse Terrebonne, livre 61, folio 622 et seq.

Le 29 mars 1886 Henri Groebel et Olivier Marionneaux, par acte pardevant André Hero, Jr., notaire, ont vendu un tiers à Leo Lollianc, mais cet acte portant N. 7,216, notaire susdite, pour la paroisse d'Orléans, le 29 mars 1886. Leo Blanc a retranscrire le dit tiers à Olivier Marionneaux, syndic, conformément au dit acte.

Et Henri Groebel et Olivier Marionneaux, Syndic l'inventaire des biens sur la dite habitation :

Sucrerie, magasin à maïs, écurie, huit cabanes simples, trois cabanes doubles, résidence, cuisine et maisons de dépendances, machine à dessécher complète, 2 chaudières, 1 moteur, 2 chariots, 2 charrettes à bagasse et une charrette à eau, charrues, moulins à coton et autres instruments nécessaires à la culture de la terre, un terre-plein contenant de cannes seconde année et 70 acres de plant de première année, et il y a des cannes en windrow pour planter à peu près 40 à 50 acres ainsi que aussi environ 2,000 barils de maïs et 20 mulets.

Conditions—Cette crise étant la troisième et dernière, à l'encan, la propriété sera définitivement adjugée au plus fort et dernier enchérisseur pour ce qu'elle rapportera, à douze mois de crédit ; l'acquéreur fournira un bon avec bonne et solvable sécurité, portant intérêt à dix huit pour cent par an, de la date de la vente jusqu'à paiement parfait, et hypothèque spéciale sur la dite propriété.

L'acquéreur aura à déduire du montant de son enchère et payera comptant les frais d'impression, les honoraires du shérif, encore dus pour les deux crises précédentes de la dite propriété et pour cette qui se fera en vertu de cet ordre, le tout se chiffrant à huit cents dollars ($800).

Et de plus à déduire du montant de son enchère, et paiera comptant, les taxes d'Etat, de paroisse et des écoles dues sur la dite propriété, se chiffrant à environ cent quatre-vingt dollars ($180).

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Olivier Marionneaux, syndic des créanciers de Henry Groebel & Co., et de Henry Groebel et de Olivier Marionneaux.
10janv—10 16 23 26

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente à 12 mois de crédit, dans l'affaire de

Henry D. Ogden vs Mlle Aimée Vignié.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,436—En vertu d'un alias writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 4 février 1889, aux heures ci-dessous désignées, de la propriété ci après décrite, à savoir :

1° Cinq lots de terre, situés dans la Septième District de cette ville, dans l'ilet No 25, borné par les rues Général Scott, Milaudon, Wall et Esther, désignés par les Nos 6, 7, 10, 11 et 12 et mesurant comme suit : lots 6 et 7, chacun, vingt-huit pieds [28] huit pouces [8] de face sur la rue Milaudon sur quatre-vingts [100] de profondeur, et les lots 10, 11 et 12 chacun vingt-huit pieds [28] huit pouces [8] de face à la rue Général Scott sur cent pieds [100] de profondeur.

2° Six lots de terre dans le même district, dans l'ilet No 26, borné par les rues Milaudon, Clinton, Wall et Esther, désignés par les Nos 5 à 8 inclusivement et 14 et 15, et mesurant comme suit : les lots 5, 6, 7, 8, chacun, trente pieds [30] de face à la rue Wall sur cent quarante-deux pieds [142] huit pouces [8"] et six lignes [6"'] de profondeur, et les lots 14 et 15, chacun, trente pieds [30] de face à la rue Milaudon sur cent quarante-deux pieds [142] huit pouces [8"] et six lignes [6"'] de profondeur.

3° Onze lots de terre dans le même district, dans l'ilet No 254, bornés par les rues Washington, Cohn, Short et Huitième, désignés par les Nos 2 à 12, inclusivement, et qui se mesurent comme suit : lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 chacun trente pieds [30] de face à la rue Washington sur cent sept pieds [107] six pouces [6"] de profondeur ; les lots 11 et 12 chacun trente pieds [30] de face à la rue Huitième sur cent cinquante pieds [150] de profondeur, et le lot 24 trente pieds [30] de face à la rue Cohn sur cent cinquante pieds [150] de profondeur.

Toutes ces propriétés ont été saisies dans la défendresse comme légataire universelle de la succession de Mme Anaïs Fortier, No 23,637, d'après un jugement de la Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, rendu et signé le 2 avril 1888.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Cette crise étant la seconde et dernière, la dite propriété sera définitivement vendue au plus et dernier offrant pour ce qu'elle rapportera, à douze mois de crédit.

L'acquéreur devra fournir un billet avec de bonnes et solvables garanties, portant intérêt à neuf pour cent par an à partir du jour de la vente jusqu'au paiement final et hypothèque spéciale sur la propriété vendue. Les acquéreurs auront à déduire de leur enchère et payer en comptant le montant des annonces, les frais de shérif et greffier, etc., se montant à peu près à cent soixante dollars et en plus déduire du montant de leur enchère et payer en comptant les taxes d'Etat et municipales sur la dite propriété, se montant à peu près à deux cent ($200) dollars.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
16janv—16,16,23,26

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de machines à coudre, meubles, etc.

Dr Walter Bailey Sr vs John Harbi.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,696—En vertu d'un writ de fieri facias dans l'affaire ci-dessus intitulé et à moi adressé, pour du comptant, à mon entrepôt rue Ste-Anne, entre Royale et Chartres, SAMEDI, 2 février 1889, à 10 heures A. M.,

2 machines à coudre New Home, un nécessaire de toilette, une armoire et d'autres meubles, nattes, stoves, etc, comme l'indique l'inventaire.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
22 janv—22,27—fév 2

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Eleonore D. Gohre vs Henry Gohre, son mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 23,401—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 16 février 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Tous les droits, titres, intérêts et réclamations, de quelque nature que ce soit, provenant de la communauté qui a existé entre les parties intervenant, appartenant au défendeur, sur tous les biens, meubles et immeubles, appartenant à la communauté de biens et séparés de biens entre les dites parties, demanderesse et défendeur, et plus particulièrement sur un certain lot de terre avec les édifices et améliorations qui s'y trouvent, les droits, voies, privilèges, servitudes et tout ce qui en dépend, désigné par le No sept de l'ilet No quatre-vingt-deux, situé sur la rue Roehgein, Remparts, Port et Bourgogne, dans le Troisième District de cette ville. Le dit lot mesure quarante pieds de face sur la rue Roehgein, sur une profondeur de cent pieds, conformément au plan fait par Joseph Pilié, en date du 6 décembre 1836, et déposé en l'étude de feu Félix de Armas, notaire, par acte de dépôt en date du 31 mars 1836.

Saisi dans l'affaire ci-dessus, et procédé à vente.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
14 janv—14. 21. 28—fév 4, 11. 16.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Meubles. Meubles, etc.

F. J. Gaquet vs Augusin Michel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans No. 21,990.—En vertu d'un writ de fieri facias dans l'affaire ci-dessus, j'ai saisi et offrirai en vente à l'encan pour du comptant à mon entrepôt, 36 Ste Anne, entre Royale et Chartres, le LUNDI, 29 janvier 1889, à 10 heures A. M.,—Un lot de meubles de maison assortis, etc, etc., connu par les numéros.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
18 janv—18,24,29.

ANNONCE JUDICIAIRE.

W. Fisher & Sons vs. Henry Heuchert, Jr.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 25,085—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 2 février 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain lot de terre situé dans le Septième District de la ville de la Nouvelle Orléans, anciennement la ville de Carrollton, dans l'ilet No 7 A B" sur le vieux plan de Carrollton, maintenant ilet Cinquante et un sur le nouveau plan du Septième District, borné par l'avenue Carrollton et les rues Short, Leves et Kirst (anciennement St-Charles), et dit lot est désigné par le numéro 16 et forme le coin des rues Short et St-Charles sur un plan fait par B. Buisson, voyer, le 4 novembre 1840, déposé à l'étude de Charles Boudousquié, ancien notaire, et mesure cinquante-trois pieds neuf pouces de face à la rue St-Charles sur une profondeur de face à la rue Short de cent vingt huit pieds. Conformément à un plan déposé à l'étude de Charles E. Fourtier, ancien notaire susdite. Le tout connu comme améliorations sur la dite propriété et tous les droits, voies, privilèges, avantages et servitudes qui y appartiennent.

Saisi dans l'affaire ci dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2 jan—2, 9, 16, 23, 30—2 fév.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de matera, charrette, coffre-fort en fer, meubles de bureau, action, etc.

Jos. H. Wilmuth vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans No 25,881—En vertu d'un ordre de vente en date du 4 janvier 1889, à moi adressé dans l'affaire ci-dessus, intitulée Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans et adressé à Charles W. Drown, Shérif Civil de la paroisse d'Orléans, à Olivier Marionneaux, syndic des créanciers de Henry Groebel & Co et de Henry Groebel et de Olivier Marionneaux ordonnant la vente de la propriété ci après décrite, et dont les conditions ci-après mentionnées qui seront faites par le dit